

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/SR.919  
2 octobre 1967

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Vingt-troisième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA NEUF CENT DIX-NEUVIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le jeudi 9 mars 1967, à 10 h 10.

SOMMAIRE :

- Communication en date du 3 février 1967, du Président par intérim du Comité spécial de l'Assemblée générale chargé d'étudier la question de la politique d'apartheid suivie par le Gouvernement de la République sud-africaine (point 24 de l'ordre du jour) (reprise de la 916e séance)
- Projet de déclaration et projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (point 3 de l'ordre du jour) (reprise de la 917e séance)
- Question du châtimement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité (point 4 de l'ordre du jour)

PRESENTS :

<u>Président</u> :	M. NEDBAÏLO	(République socialiste soviétique d'Ukraine)
<u>Rapporteur</u> :	M. ERMACORA	(Autriche)
<u>Membres</u> :	M. GARCIA PINEIRO )	
	M. URRUTIA )	Argentine
	M. HERNDL	Autriche
	M. MIQUEL	Chili
	M. ILAKO	Congo (République démocratique du)
	M. TINOCO	Costa Rica
	M. ZOLLNER	Dahomey
	M. ABRAM )	
	M. SILVER )	Etats-Unis d'Amérique
	M. CASSIN	France
	M. PAPADATOS	Grèce
	Mme VARGAS DUBON DE ORTIZ	Guatemala
	M. GOPINATH	Inde
	Mme AFNAN	Irak
	S.A.I. la Princesse )	
	Ashraf PHALAVI )	Iran
	M. GANJI )	
	M. COHN	Israël
	M. SPERDUTI	Italie
	M. RICHARDSON	Jamaïque
	M. KETTANI	Maroc
	M. ADEBIYI	Nigéria
	M. QUENTIN-BAXTER	Nouvelle-Zélande
	M. RAHMAN KHAN	Pakistan
	M. LOPEZ	Philippines
	M. RESICH	Pologne
	M. GHONEIM	République arabe unie
	M. KATCHOURENKO	République socialiste soviétique d'Ukraine
	M. WALDRON-RAMSEY	République-Unie de Tanzanie

Membres (suite) :

Sir Samuel HOARE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. BOYE	Sénégal
M. FORSHELL	Suède
M. OSTROVSKI ) M. YAKOVLEV )	Union des Républiques socialistes soviétiques
M. JANKOVIC	Yougoslavie

Observateurs envoyés par des Etats Membres :

M. NISOT	Belgique
M. LIU	Chine
M. JACHEK	Tchécoslovaquie

Représentant d'un autre organe des Nations Unies :

M. BOUMENDJEL	Institut de formation et de recherche des Nations Unies
---------------	--

Représentant d'une organisation intergouvernementale régionale :

M. GUARNERI	Conseil de l'Europe
-------------	---------------------

Représentant d'une organisation non gouvernementale :

Catégorie B

M. PERLZWEIG	Congrès juif mondial
--------------	----------------------

Secrétariat :

M. SCHREIBER	Directeur de la Division des droits de l'homme
M. MALEK	Juriste principal, Service juridique
M. ROMANOV	Secrétaire de la Commission

COMMUNICATION, EN DATE DU 3 FEVRIER 1967, DU PRESIDENT PAR INTERIM DU COMITE SPECIAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE CHARGE D'ETUDIER LA QUESTION DE LA POLITIQUE D'APARTHEID SUIVIE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE (point 24 de l'ordre du jour) (E/CN.4/L.908 et Corr.1) (reprise des débats de la 916e séance)

M. SCHREIBER (Secrétariat) informe la Commission que, conformément au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 2 (XXIII) adoptée par la Commission à sa 914e séance (E/CN.4/L.908 et Corr.1), le Secrétaire général a adressé au ministre des Affaires étrangères de la République sud-africaine une communication ainsi conçue :

"A Son Excellence Monsieur Hilgard Muller  
Ministre des affaires étrangères  
Prétoria  
République sud-africaine

"J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que la Commission des droits de l'homme, réunie à Genève, après avoir pris connaissance d'une lettre du Président par intérim du Comité spécial de l'Assemblée générale chargé d'étudier la question de la politique d'apartheid suivie par le Gouvernement de la République sud-africaine (E/CN.4/935), ainsi que des documents qui y étaient joints (A/AC.115/L.53, 73, 87, 106, 116, 123, 181), a adopté, le 6 mars 1967, la résolution 2 (XXIII) dans laquelle, notamment, elle condamnait les pratiques qui étaient décrites et faisaient l'objet de plaintes dans les documents susmentionnés et me priait de faire part en son nom au Gouvernement de Votre Excellence de la profonde angoisse et des graves inquiétudes que cette situation inspirait à la Commission ainsi que de lui demander de prendre des mesures positives en vue de rendre le traitement des prisonniers politiques conforme aux normes du droit et de la pratique en matière pénale.

"Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

"Le Secrétaire général,  
(signé) : U Thant"

Le Secrétaire général a pris note des autres dispositions de la résolution qui l'intéressent particulièrement, notamment du paragraphe 11 du dispositif concernant les contacts qui doivent avoir lieu entre lui et entre le Président de la Commission. Le Secrétaire général se mettra en rapport avec le Président, qui sera ainsi en mesure d'informer les membres de la Commission, de temps en temps, des mesures qui vont être prises pour donner effet à la résolution.

PROJET DE DECLARATION ET PROJET DE CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLERANCE RELIGIEUSE (point 3 de l'ordre du jour) E/CN.4/920, E/CN.4/L.910 et Corr.1) (reprise des débats de la 917e séance)

Avant-projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (E/CN.4/920, annexe II, A)

Mesures de mise en oeuvre (E/CN.4/L.910, et Corr.1) (suite)

Le PRESIDENT invite la Commission à étudier le projet de résolution révisé (E/CN.4/L.910 et Corr.1) qui est maintenant présenté par sept délégations. Les membres de la Commission constateront que les considérants n'ont pas été modifiés et que le dispositif a été divisé en trois paragraphes. Aucune objection n'ayant été soulevée contre les considérants à la 917e séance, le Président considérera qu'en l'absence d'objection à la séance en cours, la Commission les juge acceptables.

Il en est ainsi décidé.

Au cours de votes successifs, les paragraphes 1, 2 et 3 du dispositif (E/CN.4/L.910/Corr.1) et le projet de résolution révisé, dans son ensemble (E/CN.4/L.910 et Corr.1), sont adoptés à l'unanimité.

M. KATCHOURENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution révisé, parce que ce texte tient compte du travail accompli par la Commission à ses vingt et unième, vingt-deuxième et vingt-troisième sessions.

A son avis, le titre d'un instrument juridique devrait être l'expression concise de son contenu. La délégation de la RSS d'Ukraine doute que ce soit le cas du titre du projet de convention sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, dont toutes les dispositions mentionnent l'élimination de la discrimination. Sans proposer formellement de modifier le titre du projet, le représentant de la RSS d'Ukraine souhaiterait qu'il soit ainsi conçu : "Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination fondées sur la religion ou la croyance".

QUESTION DU CHATIMENT DES CRIMINELS DE GUERRE ET DES INDIVIDUS COUPABLES DE CRIMES CONTRE L'HUMANITE (point 4 de l'ordre du jour) (E/CN.4/906, E/CN.4/926, E/CN.4/927 et Add.1 à 5, E/CN.4/928; E/CN.4/L.901)

Le PRESIDENT attire l'attention de la Commission sur les documents dont elle dispose pour examiner le point 4 : une note du Secrétaire général qui résume les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies en 1965 et 1966 en vue de poursuivre et de

punir les criminels de guerre et les individus coupables de crimes contre l'humanité (E/CN.4/926); le texte d'un avant-projet de convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, préparé par le Secrétaire général conformément à la résolution 1158 (XLI) du Conseil économique et social (E/CN.4/928); un rapport du Secrétaire général sur les mesures adoptées en application des dispositions du paragraphe 1 du dispositif de la résolution du Conseil susmentionnée (E/CN.4/927 et Add.1 à 5) et une communication, en date du 27 février 1967, adressée au Président de la Commission par le représentant de la Pologne (E/CN.4/L.901). La Commission peut également consulter l'étude sur la question de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (E/CN.4/906) présentée par le Secrétaire général à la Commission, à sa vingt-deuxième session.

Au nom de la Commission, le Président remercie le Secrétaire général de l'avant-projet de convention qui lui assurera une bonne base de travail pour l'examen de la question. Il suggère que la Commission étudie d'abord les articles de fond, pour terminer par le préambule.

M. SCHREIBER (Secrétariat) dit que, dans la documentation présentée à la Commission, on s'est efforcé de résumer de façon aussi concise que possible le problème que celle-ci est appelée à traiter et qui, chacun le sait, est aussi vaste que complexe.

M. Schreiber passe brièvement en revue les mesures adoptées par l'Assemblée générale en vue d'entériner en quelque sorte l'action entreprise, dès avant la création de l'Organisation des Nations Unies, pour punir les criminels de guerre et les individus coupables de crimes contre l'humanité. L'Assemblée générale ne s'est pas contentée de confirmer les principes contenus dans les Déclarations de St. James et de Moscou, les accords de Potsdam et les principes qui ont régi l'action des Tribunaux militaires internationaux de Nuremberg et en Extrême-Orient; elle a également traité de questions telles que le rapatriement des prisonniers de guerre, les expériences biologiques et le génocide.

A sa vingt et unième session, la Commission a décidé d'inscrire à son ordre du jour un point intitulé "Question du châtement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité" (E/4024, par.12) et, dans sa résolution 3 (XXI), elle a prié le Secrétaire général d'entreprendre une étude sur les problèmes posés en droit international par les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité et, en

priorité, sur les procédés juridiques permettant de consacrer l'imprescriptibilité de ces crimes. Sur sa recommandation, le Conseil a adopté la résolution 1074 D (XXXIX) qui invitait instamment tous les Etats à poursuivre leur effort pour que, conformément au droit international et aux législations internes, les criminels auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité soient recherchés, arrêtés et punis équitablement.

A sa vingt-deuxième session, la Commission était saisie pour la première fois de l'étude du Secrétaire général sur la question de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Elle a fait au Conseil économique et social certaines recommandations qu'il a adoptées en tant que résolution 1158 (XLI). Cette résolution définissait le mandat aux termes duquel la Commission et le Secrétaire général devaient poursuivre leurs travaux sur la question. Elle invitait instamment les Etats à prendre toutes les mesures voulues pour empêcher l'application de la prescription aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité, à poursuivre leurs efforts en vue de l'arrestation, de l'extradition et du châtimement des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et à mettre à la disposition d'autres Etats tous documents relatifs à ces crimes qu'ils auraient en leur possession. Elle les invitait également à informer le Secrétaire général des mesures qu'ils auraient adoptées pour répondre à cette invitation. Trente-neuf Etats ont répondu à cet appel et les renseignements qu'ils ont donnés figurent dans le rapport du Secrétaire général sur cette question.

Dans la même résolution, le Conseil invitait la Commission à préparer, à sa vingt-troisième session, en tant que tâche prioritaire, un projet de convention stipulant l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, quelle que soit la date à laquelle ils avaient été commis, qui serait examiné par le Conseil à sa quarante-troisième session et soumis à l'adoption de l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session. Le projet de convention doit être étudié par le Conseil à sa quarante-troisième session, en mai 1967.

Dans cette résolution, le Conseil priait également le Secrétaire général de préparer l'avant-projet d'une telle convention et d'effectuer une étude des mesures en vue d'assurer l'arrestation, l'extradition et le châtimement des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, ainsi que l'échange de documentation en la matière. Pour répondre à la première de ces demandes, le Service juridique a

préparé un projet de convention comprenant un petit nombre d'articles et de clauses finales, et accompagné d'un commentaire assez étendu. Le Conseiller juridique regrette de n'être pas en mesure de présenter lui-même ce texte.

Conformément à la résolution du Conseil, le projet de convention stipule le principe de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, principe dont l'affirmation a été considérée par le Conseil économique et social comme nécessaire et opportune, et dont l'application devrait, selon lui, avoir un caractère universel. Toujours en application de cette résolution, le projet de convention prévoit que le principe doit être applicable aux crimes visés "quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis".

Le projet de convention retient la définition des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité telle qu'elle se trouve dans les textes de droit international en vigueur. Il fait sienne, tout d'abord, la définition figurant dans le statut du Tribunal militaire international annexé à l'Accord de Londres du 8 août 1945 concernant la création d'un tribunal militaire international, telle qu'elle a été confirmée par plusieurs résolutions de l'Assemblée générale. Il fait sienne aussi la définition des crimes de guerre donnée dans les Conventions de Genève de 1949 pour la protection des victimes de la guerre, qui lient maintenant 108 Etats, ainsi que la définition du crime de génocide contenue dans la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, à laquelle 70 Etats sont maintenant parties.

En préparant le projet de convention, le Secrétaire général ne pouvait ne pas tenir compte des résolutions 2184 (XXI) et 2202 A (XXI), par lesquelles l'Assemblée générale a condamné, comme crime contre l'humanité, la violation des "droits économiques et politiques de la population autochtone" de certains territoires et "la politique d'apartheid" pratiquée par un certain gouvernement. Le paragraphe 6 du commentaire sur l'article premier, tenant compte de ces résolutions et des débats qui ont eu lieu sur la question à la Commission et au Conseil, suggère d'envisager la possibilité d'insérer dans cet article une clause concernant l'apartheid.

L'étude demandée au paragraphe 4 de la résolution 1158 (XLI) du Conseil n'a guère avancé jusqu'à présent, mais le Secrétaire général espère pouvoir bientôt l'entamer et il s'inspirera de toutes les observations que les membres de la Commission feraient à ce sujet pendant la session en cours.



M. RESICH (Pologne) propose que la Commission accepte comme base de discussion l'avant-projet de convention soumis par le Secrétaire général et s'abstienne de tout débat général sur la question afin de pouvoir commencer sans délai l'examen détaillé de l'avant-projet.

M. RICHARDSON (Jamaïque) appuie cette proposition. Assez tôt dans le courant du débat, la Commission pourrait renvoyer le texte à un petit groupe de travail composé de délégations qui peuvent se faire représenter par des juristes, pour qu'il examine le texte et fasse des recommandations à la Commission. La Commission serait ainsi en mesure de s'acquitter de la tâche extrêmement urgente que le Conseil lui a confiée en vertu du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 1158 (XLI). A ses vingt et unième et vingt-deuxième sessions, elle a déjà discuté longuement du principe sur lequel doit porter le projet de convention; à la session en cours, elle peut donc accélérer ses travaux en évitant une discussion générale prolongée de l'avant-projet. Un accord général semble s'être dégagé sur les questions fondamentales qui font l'objet des projets d'articles; c'est pourquoi M. Richardson suggère de renvoyer ces projets à un groupe de travail composé de juristes. Lorsque ce groupe en aura terminé, la Commission sera mieux à même de prendre une décision sur le projet de convention.

Au même paragraphe du dispositif de la résolution précitée, le Conseil invite également la Commission "à envisager et formuler toutes autres recommandations qu'elle jugera souhaitables pour développer la coopération internationale en ce qui concerne la poursuite et le châtiment des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité". De toute évidence, cette deuxième tâche, à laquelle le Conseil n'a pas accordé la même priorité qu'à la rédaction du projet de convention, ne saurait être menée à bien à la présente session.

M. JANKOVIC (Yougoslavie) fait observer que l'avant-projet de convention soumis par le Secrétaire général est acceptable, dans son ensemble : il prend en considération tous les points essentiels, et la Commission serait mal avisée de chercher à y introduire d'autres éléments, même s'ils semblent présenter un certain rapport avec le sujet traité.

Partant de l'hypothèse que les articles seront examinés dans l'ordre numérique, la délégation yougoslave tient à déclarer qu'elle estime acceptable l'article premier de l'avant-projet.

M. BRILLANTES (Philippines) souligne, à propos de la procédure suggérée par le représentant de la Jamaïque, que douze ans se sont écoulés depuis que la Commission a pris sa première décision de fond concernant les crimes de guerre. En 1955, la Commission se composait de dix-huit membres, et elle avait désigné pour s'occuper du problème un groupe de travail composé de huit délégations. Quelques-uns des pays représentés à l'époque ne sont plus membres de la Commission, laquelle compte à l'heure actuelle trente-deux membres. C'est dire qu'un grand nombre des délégations présentes n'ont jamais eu l'occasion d'exprimer leur avis sur la question; il reste à voir si elles sont prêtes à renoncer au droit qu'elles ont de faire une déclaration générale. De l'avis de M. Brillantes, un débat général s'impose, et il conviendrait de donner priorité aux membres de la Commission qui n'ont encore jamais donné leur avis sur la question. Les délégations qui ont déjà eu l'occasion de se prononcer pourraient abréger les débats en se limitant à de courtes interventions.

Si la discussion ainsi organisée faisait ressortir l'existence d'un accord assez général sur l'avant-projet préparé par le Secrétariat, il serait inutile de nommer un groupe de travail, et la Commission pourrait alors régler elle-même les points de désaccord secondaires qui pourraient se faire jour. En tout état de cause, il serait prématuré de nommer un groupe de travail avant que la Commission n'ait entendu les vues des délégations sur les divers articles du projet proposé. Si la Commission décidait, le moment venu, de constituer un groupe de travail, M. Brillantes ne voit pas pourquoi seuls des juristes devraient en faire partie; quand il s'agit de crimes de guerre, ce que pensent les profanes est tout aussi important.

M. ZOLLNER (Dahomey) dit que l'avant-projet préparé par le Secrétariat a le grand mérite de correspondre au sentiment général de la Commission sur le sujet. Néanmoins, ce texte demande à être amélioré, surtout en son article premier, qui affirme le principe de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Il y avait deux écoles de pensée en la matière. Selon les uns, l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité était un principe existant du droit international qu'il suffisait à la communauté internationale de reconnaître; selon les autres, il s'agissait d'une notion nouvelle qu'on

introduisait dans le droit international. Quoi qu'il en soit, les uns et les autres sont maintenant d'accord pour reconnaître qu'il est souhaitable d'élaborer un instrument international afin de consacrer le principe de l'imprescriptibilité des crimes en question.

Les définitions des "crimes de guerre" et des "crimes contre l'humanité" données dans l'article considéré sont tirées du statut du Tribunal international de Nuremberg, lequel a fait un excellent travail dans la mesure où il a introduit pour la première fois dans le droit international la notion de délit international. Néanmoins, ce Tribunal a été institué dans des circonstances particulières qui ont, bien entendu, influencé les définitions contenues dans son statut. Le projet de convention actuellement considéré doit être orienté vers l'avenir. Les définitions données par les Alliés en 1945 doivent être élargies, élevées au niveau de définitions internationales, et dissociées de toute crise particulière.

M. Zollner appuie la suggestion du représentant de la Jamaïque tendant à créer un groupe de travail, à condition qu'il y ait au préalable un bref débat général, afin que le groupe puisse bénéficier des opinions des diverses délégations.

M. GHONEIM (République arabe unie) estime, d'accord avec les représentants des Philippines et du Dahomey, que la Commission devrait procéder à un échange de vues avant de constituer un groupe de travail.

M. RICHARDSON (Jamaïque) précise que telle était son intention lorsqu'il a suggéré qu'un groupe de travail soit créé "assez tôt dans le courant du débat". Selon lui, la Commission doit consacrer un certain nombre de réunions à des échanges de vues, qui porteraient essentiellement sur le texte des articles, laissant de côté les déclarations de principe générales.

M. OSTROVSKI (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie les suggestions du représentant de la Jamaïque.

M. CASSIN (France) appuie à la fois la suggestion du représentant de la Jamaïque tendant à créer un groupe de travail et le point de vue du représentant des Philippines selon lequel la Commission devrait tout d'abord entendre en particulier les délégations qui n'ont pas participé aux travaux sur la question lors des sessions antérieures.

Le PRESIDENT constate que les membres de la Commission, dans leur ensemble, reconnaissent l'opportunité de procéder à une brève discussion au cours de laquelle la Commission entendra des déclarations précises concernant les divers articles.

M. RICHARDSON (Jamaïque) pense que les définitions données à l'article premier devraient se suffire à elles-mêmes; il ne devrait pas être nécessaire de renvoyer à d'autres instruments pour les préciser. Il souhaite qu'une fois constitué un groupe de travail formé de juristes, celui-ci recherche par quels moyens cette condition pourrait être remplie.

M. COHN (Israël) partage sans réserve l'opinion du représentant de la Jamaïque. L'action de légiférer par voie de référence et surtout de définir par voie de référence n'est ni efficace ni élégante; elle ne se rencontre aujourd'hui que trop communément dans les instruments internationaux. Dans le cas présent, l'application de cette méthode ne donne pas de bons résultats. Les définitions des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité que l'on trouve dans le statut du Tribunal de Nuremberg renferment des mentions qui ne cadrent pas avec les objectifs d'un projet de convention sur l'imprescriptibilité de ces crimes.

La définition des "crimes de guerre" donnée dans ce statut (E/CN.4/928, p. 10, note 1) ne comprend pas seulement l'assassinat et les mauvais traitements ou la déportation, mais aussi "le pillage des biens publics ou privés". La définition des crimes de guerre donnée à l'alinéa a) de l'article premier du projet du Secrétariat mentionne aussi les "infractions graves" énumérées dans les Conventions de Genève de 1949 pour la protection des victimes de la guerre. Or, selon l'article 147 de la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (*ibid.*, note 3 de la page 10), ces "infractions graves" comprennent également "la destruction et l'appropriation de biens ... exécutées sur une grande échelle". Le représentant d'Israël n'entend pas minimiser la gravité de pareils actes, mais ils ne rentrent certainement pas dans les crimes de guerre auxquels le projet de convention est destiné à s'appliquer. Il est bien évident que l'abandon des règles de droit interne et, plus particulièrement, de celles qui régissent la prescription, ne saurait être exigé par une convention internationale que pour les crimes de guerre contre la vie et la personne, et non pour les infractions relatives aux biens.

La définition des "crimes contre l'humanité" donnée dans le statut de Nuremberg (Ibid., p. 10, note 1) s'applique à l'assassinat et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles "avant ou pendant la guerre" - c'est-à-dire la seconde guerre mondiale - et aux actes de persécutions "commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du tribunal, ou en liaison avec ce crime" - c'est-à-dire en liaison avec les crimes de guerre de la deuxième guerre mondiale. Il importe incontestablement de punir les crimes commis pendant la seconde guerre mondiale ou en liaison avec elle, mais la Commission veut manifestement que la convention sur l'imprescriptibilité s'applique à tous les crimes de guerre et crimes contre l'humanité qui seraient commis à l'avenir. La convention ne doit pas se rapporter à une guerre en particulier. Cela vaut particulièrement pour les crimes contre l'humanité, qui ne sont pas nécessairement liés à un acte de guerre et peuvent être commis en temps de paix. Il faut distinguer nettement entre les crimes de guerre, qui sont commis au cours d'opérations militaires, et les crimes contre l'humanité, qui ne sont pas liés à ces opérations.

La définition des "crimes contre l'humanité" donnée à l'alinéa b) de l'article premier du projet du Secrétariat mentionne "le crime de génocide défini dans la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide". M. Cohn ne croit pas qu'il soit indiqué de faire une place particulière au crime de génocide, car, si le génocide est le premier crime contre l'humanité qui ait attiré l'attention de la communauté internationale, ce n'est pas le seul. On pourrait citer des exemples plus récents, tels que l'apartheid. Il ne serait ni possible ni souhaitable d'inclure dans la définition une liste de crimes déterminés contre l'humanité.

La délégation d'Israël n'est pas entièrement convaincue que des définitions soient nécessaires, mais s'il faut en donner dans le texte, elles devraient être claires et précises et devraient être rédigées de manière à cadrer avec les objectifs d'une convention sur l'imprescriptibilité. L'intention de la Commission est d'affirmer comme principe de droit international que des actes tels que l'assassinat et l'exécution en masse qui constituent des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité doivent donner lieu à des poursuites et être châtiés, quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis. Elle ne se propose nullement d'étendre l'application de ce principe à d'autres crimes qui, pour graves qu'ils puissent

être, ne sauraient autoriser à suspendre l'application du droit interne et, en particulier, de ses règles sur la prescription. Le champ d'application du projet de convention devrait donc être limité aux crimes de guerre - que l'on pourrait définir comme des actes consistant à donner intentionnellement la mort, non justifiés par des exigences militaires et accomplis illégalement et sans motif - et aux crimes contre l'humanité - que l'on pourrait définir comme des assassinats perpétrés contre un groupe de personnes en raison de leur race, de leur religion, de leur langue, de leur origine ethnique ou de leur appartenance à un groupement politique ou autre.

M. OSTROVSKI (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à présenter quelques observations préliminaires sur la documentation utile présentée par le Secrétariat.

La première question que pose le point de l'ordre du jour à l'examen est de savoir si les dispositions qui régissent la prescription sont applicables aux auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. La réponse est évidemment que ceux qui ont commis de pareils crimes doivent être poursuivis et punis, quels que soient le moment et le lieu où le crime a été commis. La définition des crimes de guerre donnée à l'alinéa a) de l'article premier, dans le projet du Secrétariat, qui renvoie, pourtant à juste titre, au statut du Tribunal de Nuremberg, aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux Conventions de Genève de 1949, a un sérieux défaut quant au fond : en effet, tout essai de diviser les crimes de guerre en deux catégories, ceux qui sont graves et ceux qui le sont moins, est dénué de fondement du point de vue juridique et historique et pourrait être dangereux; le fait même qu'un acte est considéré comme crime de guerre signifie qu'il s'agit d'une infraction grave. Il ne sera pas facile de rédiger un nouveau projet d'article premier, mais il ne faut pas que la Commission laisse subsister les inexactitudes et le manque de clarté que l'on trouve actuellement dans l'alinéa a). La Convention tout entière doit être rédigée de manière à rester en rapport étroit avec les réalités.

En affirmant le principe de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, la Commission ne cherche certainement pas à en limiter l'application à un pays ou groupe de pays déterminé contre lequel ces crimes ont été ou sont perpétrés. Il est d'une extrême importance de dire clairement qu'aucune

exception ni réserve au principe ne sauraient être admises. Plus de vingt ans se sont écoulés depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, mais elle n'en a pas moins laissé des traces indélébiles, et il faut prendre des mesures pour garantir que les crimes commis durant cette guerre ne se reproduiront pas. A cet égard, il convient de prendre garde au nombre croissant de publications consacrées à des criminels de guerre aussi notoires qu'Hitler, Goering, Himmler, Hess et Ribbentrop, dont elles tendent à exalter le rôle historique. Ce phénomène va à l'opposé des buts de la Commission et il serait sage d'envisager sur le plan de l'éducation, de la culture et de la publicité, des mesures frappant de censure les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Par exemple, Mein Kampf, le livre d'Hitler, est en vente dans certains pays où, sous couvert de la liberté de la presse, on fait de la propagande nazie pour des idées anti-sociales et entachées de chauvinisme qui ont des incidences directes sur la tâche de la Commission.

Il existe plusieurs raisons de rendre la prescription légale inapplicable aux auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. En premier lieu, la communauté internationale n'a pas le droit de trahir la mémoire des millions d'hommes qui ont donné leur vie et versé leur sang dans la lutte contre les hordes hitlériennes. Ainsi que le ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande le dit dans sa déclaration (E/CN.4/L.901, p. 8), la poursuite et le châtimement des criminels visés sont non seulement un devoir sacré envers les victimes de ces crimes, mais représentent en outre une condition indispensable à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi qu'à la sauvegarde de la paix et de la sécurité au profit de tous les peuples. Cette déclaration met en évidence l'esprit dans lequel on doit aborder la rédaction du projet de convention.

En second lieu, la convention doit servir d'avertissement à ceux qui ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité depuis la seconde guerre mondiale, ou qui en commettent à présent. Il faut leur faire comprendre qu'ils auront à répondre de leurs crimes, quels que soient le moment et le lieu où ils les ont commis. L'avertissement adressé aux criminels de guerre présents et futurs par la Déclaration de Moscou du 1er novembre 1943 (E/CN.4/906, par.10) est aussi valable aujourd'hui qu'il l'était alors. A l'intention des délégations qui pourraient croire que toute cette question se rapporte exclusivement à des crimes passés, M. Ostrovski déclare que

L'affirmation du principe posé dans le projet d'article premier constituera un rappel éloquent aux colonialistes et aux racistes (qui utilisent un armement classique très moderne en même temps que des armes bactériologiques et chimiques pour empêcher des centaines de milliers de gens de vivre dans la liberté et pour les priver du droit à la vie), afin qu'ils se souviennent qu'eux aussi seront tenus pour responsables de leurs actes. La convention doit souligner qu'il est indispensable que les Etats Membres des Nations Unies prennent tous des mesures pour éliminer un état de choses dans lequel ceux qui commettent des crimes contre des millions d'hommes luttant pour leurs libertés et leur indépendance peuvent compter sur l'impunité. Il ne faut pas que soit trahie la mémoire des millions d'êtres humains qui sont morts dans des chambres à gaz et des camps de concentration et celle des peuples qui sont à présent exterminés par les colonialistes et les racistes. La Commission doit s'acquitter de son devoir qui est de faire respecter et de renforcer les normes internationales en vertu desquelles les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité soient poursuivis et punis, quel que soit le moment où ils ont été commis, sans prescription possible.

M. PERLZWEIG (Congrès juif mondial), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'il considère que c'est pour lui un devoir sacré de se faire entendre par la Commission à propos du point en discussion, car parmi ceux qu'il représente se trouvent des milliers de survivants des événements qui ont amené l'examen de cette question. Le Congrès juif mondial ne représente aucune idéologie politique; il groupe en effet des organisations et des communautés dans des pays de libre entreprise, des pays socialistes, des pays en voie de développement et des pays hautement industrialisés; ce que ces millions d'êtres humains ont en commun, c'est la croyance absolue en l'ancien précepte juif : "Tu ne tueras point". Le Congrès juif mondial fait siennes les vues que l'Assemblée nationale française a exprimées avec tant de force et d'éloquence lorsqu'elle a adopté à l'unanimité une résolution affirmant que, de par leur nature même, les crimes en question échappent à la prescription quant au temps et au lieu.

Le Congrès juif mondial considère qu'il est indispensable que le projet de convention soit adopté aussitôt que possible, et cela pour deux raisons. La première est que de nombreux criminels de guerre et de nombreux individus coupables de crimes contre l'humanité se sont déjà assuré l'immunité contre toutes poursuites et



échappent ainsi à la juridiction de la communauté internationale. Dans quelques pays, l'extradition a été refusée aux termes de jugements rendus par les plus hautes instances nationales; le ministère de la justice de la République fédérale d'Allemagne a publié des renseignements détaillés sur un certain nombre d'affaires, dont quelques-unes sont célèbres et dans lesquelles les efforts de la communauté internationale ont déjà été ainsi voués à l'échec. La seconde raison est que, depuis que la Commission a entrepris l'examen de la question, d'autres crimes monstrueux contre l'humanité ont entraîné la mort de centaines de milliers de personnes. M. Perlzweig ne pense à aucune nation en particulier et ne peut donner une liste des massacres perpétrés; la convention doit traiter le problème non seulement comme un problème du passé ou même du présent, mais aussi comme un fléau qui fait des ravages dans de vastes régions du monde. On assiste à des assassinats collectifs dans plusieurs continents et rien n'indique qu'ils cesseront. C'est pourquoi M. Perlzweig appuie énergiquement le point de vue selon lequel la convention ne doit pas traiter d'incidents ou de drames particuliers, mais doit être d'application universelle.

Le Congrès juif mondial voudrait présenter deux suggestions à la Commission. La première vise à ne pas inclure dans la convention de clause relative à sa dénonciation; les arguments en faveur de cette suggestion sont clairement exposés dans le commentaire du Secrétariat relatif à l'article IX a (E/CN.4/928, p. 20 à 23). Lorsqu'il s'agit de crimes aussi monstrueux, il ne saurait être question, pour ceux qui les ont commis, de pouvoir échapper au jugement de la société, quelles que soient les circonstances. La seconde suggestion vise l'insertion d'une disposition prévoyant que la convention entrera en vigueur après un petit nombre de ratifications. Sept, huit ou dix Etats, peut-être, sont directement intéressés par la convention, soit parce qu'ils ont été le théâtre de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, soit parce que leurs peuples ont été victimes de ces crimes. Si les Nations Unies attendent que la convention ait été ratifiée par un grand nombre d'Etats, de nouvelles prescriptions prendront effet et, chaque année, un plus grand nombre de criminels bénéficieront de l'immunité. Si la convention ne contient pas de dispositions prévoyant que ces criminels seront traduits en justice sans pouvoir invoquer la prescription, il est bien possible que, d'ici quelques années, ils sortent en masse de la clandestinité,

reviennent, assurés de l'impunité, sur les lieux de leurs crimes, et même se glorifient de leurs actes. Cette seconde suggestion semblera peut-être inhabituelle, mais, étant donné les circonstances, elle est parfaitement fondée. Une législation internationale en la matière doit être adoptée et ratifiée par tous les pays du monde avant qu'il ne soit trop tard.

Il ne faut pas oublier que les crimes en question font peser une menace non pas sur un groupe particulier, mais sur l'humanité tout entière. En tant que juif, M. Perlzweig évoque ces crimes avec émotion, parce qu'il représente une tradition et un peuple qui ont résisté et survécu au massacre pendant deux mille ans; mais, ce qui est plus important, il croit, en tant que juif, que la personne humaine est sacrée, et c'est pourquoi il fait appel à la Commission pour qu'elle adopte aussi rapidement que possible l'instrument international nécessaire, non pas à la protection de la communauté à laquelle il appartient, mais à la protection de tous les êtres humains.

M. BRILLANTES (Philippines) dit que l'on doit reconnaître qu'en préparant le projet de convention, la Commission s'est montrée fidèle à la résolution, exprimée par les peuples des Nations Unies, dans le préambule de la Charte, de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Si l'on ne reconnaissait pas cette attitude, la tentative de mettre au point des règles visant le châtement des criminels de guerre pourrait être considérée comme signifiant que les Nations Unies relâchent leurs efforts en vue d'abolir la guerre.

De l'avis de sa délégation, l'article premier du projet de convention devrait comprendre deux parties, la première affirmant le principe que la prescription ne s'applique pas aux auteurs de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, et la seconde contenant une définition de ces crimes. Telle qu'elle est rédigée par le Secrétariat, la première phrase de l'article premier manque de force, de solennité et d'élégance, et se trouve reléguée au second plan par la teneur des alinéas a) et b). Les observations du représentant d'Israël méritent d'être examinées favorablement. Les crimes auxquels la convention s'appliquera doivent être définis de façon précise et non pas simplement par voie de référence à d'autres instruments internationaux.

M. Brillantes se demande si le mot "assimilés" qui figure à l'article II rend bien l'intention de la Commission; un autre terme ayant un sens juridique plus précis conviendrait peut-être mieux. De même, les mots "assurer l'imprescriptibilité" qui figurent à l'article III pourraient être remplacés par des termes qui donneraient plus

de force et de clarté à la convention. Enfin, on devrait remplacer, à la dernière ligne de l'article III, les mots "la prescription tant des poursuites que de la peine" par les mots "la prescription des poursuites et de la peine", ce qui serait plus en harmonie avec le troisième considérant de la résolution 1158 (XLI) du Conseil.

M. SPERDUTI (Italie) dit qu'à la satisfaction de sa délégation, certains points sur lesquels elle avait insisté à des sessions précédentes de la Commission ont été pris en considération dans le projet de convention. L'un de ces points est que le principe de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ne devrait s'appliquer qu'aux crimes ayant un caractère grave.

Le représentant de l'Italie estime, comme le représentant de la Jamaïque, que la convention devrait définir les crimes qui entrent dans son champ d'application. Une définition par voie de référence n'est pas satisfaisante. La définition qui figure dans le statut du Tribunal international de Nuremberg ne concerne que les crimes commis avant ou pendant la deuxième guerre mondiale. Toutefois, dans l'intention de la Commission, la convention doit s'appliquer aussi aux crimes commis depuis cette guerre. De plus, étant donné que le champ d'application de la convention n'est pas limité aux crimes de guerre, une simple référence aux crimes définis dans le statut du Tribunal international de Nuremberg est insuffisante. Les crimes contre l'humanité, quel que soit le moment et le lieu où ils ont été commis, doivent être clairement définis dans la convention. De même, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide définit les crimes qui entrent dans son champ d'application, mais ne couvre pas tous les crimes contre l'humanité. Comme le représentant d'Israël l'a souligné, il faudrait veiller à ce que la définition des crimes de guerre et la définition des crimes contre l'humanité figurant dans la convention visent spécialement les crimes auxquels doit s'appliquer le principe de l'imprescriptibilité.

Mme VARGAS DUBÓN DE ORTIZ (Guatemala) estime, comme le représentant des Philippines, que l'on pourrait donner plus de force au projet de convention en modifiant le libellé de certains articles. Elle partage également le point de vue des représentants de la Jamaïque et de l'Italie qui estiment que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité devraient être définis dans la convention dont les dispositions s'appliqueront à tous les crimes de ce genre commis tant à l'avenir que dans le passé.

M. ZOLLNER (Dahomey) pense, comme les orateurs précédents, que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité doivent être clairement définis dans la convention. La décision d'un tribunal sur la question de savoir si la prescription est ou non applicable dépendra de la nature du crime pour lequel une personne est poursuivie. A cet égard, M. Zollner estime, comme le représentant de l'Italie, que les dispositions de la convention ne devraient s'appliquer qu'aux crimes ayant un caractère grave. Toutefois, la convention devrait avoir un champ d'application plus large que le statut du Tribunal international de Nuremberg, lequel ne s'applique qu'aux crimes commis pendant la deuxième guerre mondiale; outre les crimes du genre de ceux qui ont été punis par le Tribunal de Nuremberg, elle devrait s'appliquer aux crimes tels que les massacres de populations qui ne sont pas directement liés à des opérations militaires.

La séance est levée à 12 h 55.